



**INTERCO**  
S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS



Paris, le 26 octobre 2018

# Communiqué de presse

## Plan de lutte contre les violences scolaires

INTERCO CFDT, le SGEN-CFDT, Alternative Police CFDT et le SCSI-CFDT appellent à la réflexion et à la sérénité.

Suite aux récents événements de violences en milieu scolaire et aux annonces gouvernementales du 26 octobre 2018, **INTERCO CFDT (Justice), le SGEN CFDT et FEP CFDT (éducation nationale et formation enseignement privé), ALTERNATIVE Police CFDT et le SCSI-CFDT (police) appellent à la plus grande sérénité quant aux solutions à apporter pour endiguer ce problème et à ne surtout pas sur-réagir.**

**La CFDT rappelle que la police nationale s'implique déjà en milieu scolaire par des interventions préventives.** Ainsi les correspondants police-école existent depuis 2004. De plus, à la suite des violences urbaines de 2005 et 2007, des directives nationales prévoient des patrouilles et des passages réguliers aux abords des établissements scolaires. **Dans de nombreuses académies, les relations entre la police et l'éducation nationale sont déjà très structurées.** En outre, **enseignants et policiers sont victimes de ces violences** et ils travaillent ensemble, sur le terrain, afin d'y remédier au mieux avec les moyens qui leur sont confiés.

**La proposition gouvernementale d'une présence policière dans les enceintes scolaires est irréalisable à la lecture des effectifs en présence.** Près de 12000 établissements scolaires du secondaire nécessiteraient au moins la présence d'autant de policiers voir plus en cas d'intervention.

**S'agissant des Centres Éducatifs Fermés, l'ensemble des composantes de la CFDT rappelle que 20 créations de nouveaux centres avaient déjà été annoncés en 2017.** L'action de l'éducation prime sur celle de la répression parce qu'un enfant en conflit avec la loi est avant tout un enfant en danger. Pour autant, tout phénomène violent doit faire l'objet d'une réponse institutionnelle forte.

De plus, **pour la CFDT, le passage à l'acte délictuel ou criminel d'un enfant ou d'un jeune doit être pris en compte comme un écran à son propre malaise** pour lequel il convient d'en trouver les causes et y apporter des réponses efficaces.

Enfin, **les annonces gouvernementales comportent peu d'éléments sur l'accompagnement des personnels de l'éducation nationale** qui seraient victimes de violence. Là encore des procédures et dispositifs existent. Ils ne sont pas toujours connus de l'ensemble des personnels et de fait inactifs.

**Les différents syndicats de la CFDT, acteurs directement concernés par ce phénomène de violences en milieu scolaire, considèrent que c'est bien à l'amélioration du fonctionnement des services qu'il faut travailler, en y accordant, si nécessaire, davantage de moyens humains et budgétaires.**

**INTERCO-CFDT, le SGEN CFDT et la FEP CFDT, ALTERNATIVE Police CFDT et le SCSI-CFDT, estiment que le débat ne doit pas générer des réponses simplistes ou populistes mais pragmatiques et efficaces.** La situation est complexe et multifactorielle (sociale, économique, environnementale et politique). Elle ne doit pas être traitée du seul point de vue sécuritaire et implique de se poser les bonnes questions à propos des causes de cette violence devenue quotidienne.

**La sécurité des établissements scolaires est un sujet trop important pour en faire une nouvelle fois un simple objet de communication politique. C'est de continuité et de cohérence des politiques publiques et non d'annonces médiatiques dont les personnels et les élèves ont besoin.**